

Changement brusque à la tête de la radiotélévision nationale du Burundi

PANA, 29 mars 2015 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a pris un décret portant nomination d'un nouveau directeur général de la radiotélévision nationale du Burundi (RTNB, publique), Jérôme Nzokirantevye, en remplacement de Thaddée Siryuyumunsi (photo) qui figure parmi les premiers signataires d'une pétition en circulation ces derniers jours dans les rangs du conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir), contre une nouvelle candidature du président sortant à sa propre succession, apprend-on de source officielle à Bujumbura.

Le nouveau directeur général de la RTNB était jusque-là le porte-parole du sénat qui est encore connu des auditeurs pour avoir dirigé précédemment Rema FM, une radio réputée proche du parti au pouvoir. Selon la même source, le Président Nkurunziza a encore pris un décret portant remplacement de son porte-parole, Léonidas Hatungimana, pour le remplacer par celui qui était jusque-là l'adjoint au même poste et ancien journaliste connu, Gervais Abayeho. L'ancien porte-parole figurait également parmi les 17 premiers signataires de la pétition qui était samedi, à plus de 100 adhérents, dont de hauts cadres du parti Cnnd-Fdd, des députés ainsi que des gouverneurs de provinces ou encore des administrateurs communaux de différents coins du pays, d'après le compte rendu officiel des médias locaux. Une dizaine de poids lourds du parti, considérés comme des meneurs de la fonde, ont été par ailleurs, déjà radiés des rangs du Cnnd-Fdd. Parmi eux figure encore l'ancien porte-parole du parti et directeur général d'une grande société d'assurance, Onésime Nduwimana qui a été remplacé par Daniel Gélase Ndabirabe. Les purges pourraient continuer dans les prochains jours et les frondeurs qui le veulent ont jusqu'à lundi prochain pour faire amende honorable à la direction du parti et revenir dans leur famille politique d'origine. Le chef de l'Etat sortant garde en même temps des inconditionnels qui se sont mobilisés en masse et bruyamment, dans des meetings, portraits géants de leur idole sur le car, samedi et dimanche, dans plusieurs provinces du pays, pour clamer haut et fort leur attachement à un nouveau mandat du chef de l'Etat sortant au bout de 10 ans de pouvoir. Le concerné au premier chef reste toutefois résolu sur la question de son éventuelle représentation à sa propre succession qui doit être tranchée, d'abord par un congrès extraordinaire du Cnnd-Fdd à une date non encore annoncée de manière officielle. Si le congrès préfère le Président Nkurunziza à d'autres candidats et qu'il subsiste des doutes chez les contestataires du Cnd-Fdd, de l'opposition, sociétale civile et même de la communauté internationale, le parti au pouvoir propose de s'en remettre à l'arbitrage de la Cour constitutionnelle sur la recevabilité d'un nouveau mandat du chef de l'Etat sortant. L'élection présidentielle d'août tant de passions parmi les acteurs politiques locaux est prévue au mois de juin prochain au premier tour, et en juillet en cas de second tour. Contrairement au suspens qui subsiste en apparence au sein de la mouvance présidentielle, l'opposition, elle, a déjà positionné six candidats potentiels pour briguer la magistrature suprême. La présidentielle sera précédée par l'élection de nouveaux maires et députés avant de boucler le marathon à deux mois prochains par celle de nouveaux sénateurs, puis de chefs de collines et de quartiers qui sont les plus petites entités administratives à la base au Burundi. Des organisations de la société civile, quant à elles, fourbissent les armes et menacent d'appeler à des manifestations de rue pour barrer la route à un éventuel troisième mandat de toutes les peurs dans l'opinion nationale et internationale. Le dernier développement sur la scène diplomatique internationale a été, vendredi, un appel téléphonique exceptionnel du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, au Président Nkurunziza. L'appel, qui a été relayé pour les médias par le bureau des Nations unies à Bujumbura, demande au président sortant de considérer, avec toute l'attention voulue, les conséquences qui pourraient découler de son éventuelle candidature sur la paix et la sécurité du pays et faire en sorte que les corps de défense et de sécurité restent neutres en cas de mouvements de rue susceptibles de déboucher sur un bain de sang inutile.